

La Commune de Paris, l'Assistance publique
et les hôpitaux en 1871

Jean-Paul MARTINEAUD

La Commune de Paris, l'Assistance publique et les hôpitaux en 1871

Préface de Marcel Cerf

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Könyvesbolt
Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti, 15
10124 Torino
ITALIE

Le 18 mars te l'a sauvée belle, gamin ! Tu pouvais comme nous, grandir dans le brouillard, patauger dans la boue, rouler dans le sang, crever de faim et crever de honte, avoir l'indicible douleur des déshonorés. C'est fini ! Nous avons saigné et pleuré pour toi. Tu recueilleras notre héritage. Fils des désespérés, tu seras un homme libre.

Jules Vallès

Comme vous, je suis pour la Commune en principe et contre la Commune dans l'application.

Victor Hugo

C'étaient des fous, mais ils avaient en eux cette petite flamme qui ne s'éteint jamais

Auguste Renoir

PRÉFACE

La santé publique, voilà un domaine que la plupart des historiens de la Commune ont négligé ou sous-estimé.

Quand le gouvernement Thiers s'est enfui précipitamment de Paris, il a entraîné dans son exode la majorité du personnel hospitalier du siège de l'Assistance publique : cadres et employés. Que seraient devenus les malades et les nombreux blessés de la guerre civile, si la Commune et son délégué n'avaient pas pris immédiatement les mesures nécessaires pour faire fonctionner les différents services, alors que les menaces d'épidémie étaient préoccupantes ?

L'excellent ouvrage du professeur Jean-Paul Martineaud est le bienvenu pour nous faire prendre conscience de l'importance de ces graves problèmes. Sa parfaite connaissance du sujet lui a permis de porter un regard neuf et sans complaisance sur la gestion des services hospitaliers sous la Commune. Avec la minutie d'un véritable chartiste, il a exploré les archives de l'Assistance publique. Mais ce ne sont pas seulement les rapports et les circulaires, dans leur sécheresse administrative, que l'auteur a dépouillés, il s'est aussi particulièrement intéressé aux hommes qui ont été, quel que soit leur grade, les héros modestes de la lutte contre la souffrance et la mort.

Les médecins, chirurgiens, infirmiers qui n'abandonnèrent pas leurs postes, accomplirent consciencieusement les devoirs de leur charge, fidèles au serment d'Hippocrate. Ils se conformèrent ainsi à la

circulaire du 12 avril 1871 du délégué à la santé publique, Camille Treillard : " *L'esprit politique doit être banni de l'hôpital pour y laisser régner seul l'esprit de dévouement et de solidarité.* "

Directeur de l'Assistance publique, Treillard prend des mesures novatrices qui n'auront malheureusement pas toutes le temps d'être exécutées. Ancien proscrit de décembre 1851, c'est un homme intègre, avant tout soucieux du bon fonctionnement de l'Administration qui lui a été confiée. Il applique sans brutalité le nouveau règlement en évitant de heurter les convictions des religieuses infirmières, attitude qui lui sera vivement reprochée par les journalistes du *Père Duchêne*. Alors qu'il se sait condamné à la peine capitale, Treillard n'a qu'un seul souci : faire remettre par sa femme, à l'Administration, l'argent qu'il a gardé en dépôt pour le mettre à l'abri de la tourmente. Ce parfait honnête homme a été fusillé, sans jugement, le 24 mai 1871, dans la cour de l'école polytechnique.

Dans sa conclusion en forme d'épilogue, le docteur Martineaud a rendu hommage à l'action accomplie par Camille Treillard : " *Les soixante-douze jours de la Commune paraissent dérisoires dans la perspective d'une réforme de structure des secours sanitaires, cependant des jalons importants ont été posés qui serviront de repères pour les réformes majeures à venir.* "

Tous les dirigeants n'ont pas agi avec le discernement de Treillard dans l'application de la politique religieuse de la Commune. Jean-Paul Martineaud condamne à plusieurs reprises les brimades inutiles et les mesures vexatoires imposées aux religieuses et aux aumôniers des hôpitaux. Certes, " *on perd trop souvent de vue le problème de fond pour verser dans un anticléricalisme grossier dans ses*

formes, maladroit dans ses applications et dans ses conséquences ***, cependant il ne faut pas oublier que cet anticléricalisme exacerbé a pour origine la dictature implacable exercée par l'Église sur les consciences et le soutien inconditionnel qu'elle a apporté au régime de Napoléon III.

L'auteur a réalisé une description exhaustive des services hospitaliers (hôpitaux, hospices, maisons de retraite, ambulances, etc). Les hôpitaux, Jean-Paul Martineaud les connaît bien et particulièrement Lariboisière où il a été professeur, ce qui lui permet de broser un tableau réaliste et sans concessions de *"la vie ordinaire d'un hôpital sous la Commune"*.

Parmi les belles figures évoquées par l'auteur, on retiendra :

- le docteur Lailler qui s'oppose avec beaucoup de courage à l'arrogance haineuse de l'officier versaillais qui veut forcer l'entrée de la salle des blessés fédérés,
- le docteur Faneau qui dirige l'ambulance du séminaire Saint-Sulpice et qui sera fusillé pour avoir soigné des communards,
- le docteur Tony-Moilin, condamné à mort en raison de son "influence politique" jugée néfaste par Versailles,
- le médecin-chef Dujardin-Beaumetz, de l'hôpital militaire de Versailles, qui ne fait aucune différence entre soldats de l'armée régulière et insurgés : il les soigne avec la même sollicitude et est assisté par la sœur Clotilde, une véritable providence pour les fédérés blessés.

* Jean Bruhat, Jean Dautry, Émile Tersen. La Commune de 1871, pp 216-217. Éditions sociales. Paris, 1960.

Une ombre à ce tableau, réconfortant malgré tout : le docteur Dolbeau, professeur à la Faculté de médecine, chirurgien de l'hôpital Beaujon. Courroucé d'avoir été trompé sur la véritable identité d'un blessé, il dénoncera le simulateur. Ses étudiants, pourtant hostiles à la Commune, refuseront de suivre ses cours et sa carrière sera brisée à cause de ce manquement à l'honneur.

On aurait pu craindre que l'ouvrage du docteur Martineaud soit trop sévère, trop technique. Il n'en est rien et ce qui aurait pu être un froid inventaire est éclairé de quelques anecdotes pittoresques et savoureuses. À travers des réflexions d'ordre clinique fuse parfois un trait d'humour noir qu'il faut savoir prendre au second degré.

À titre d'exemple, on n'oubliera pas les facéties du brave Paget-Lucipin, directeur de l'Hôtel-Dieu. Dans les corridors de l'hôpital, les noms de saints avaient disparu pour faire place à ceux du calendrier révolutionnaire : Blanqui, Proudhon, Barbès, etc. Les sœurs Augustines, pour ne pas contrarier leur charmant directeur, avaient accepté de changer un peu leurs costumes en portant une large ceinture écarlate. L'entente était parfaite entre Paget-Lucipin et les sœurs citoyennes. Quand l'armée régulière entra dans Paris, ces braves filles cachèrent le joyeux drille dans leur maison et lui évitèrent d'être fusillé. Pendant la semaine sanglante, Paget-Lucipin n'avait pas interrompu sa petite récréation journalière : sans sortir de l'hôpital, il allait tranquillement pêcher à la ligne dans la Seine, tandis que de toutes parts tonnait la canonnade (l'ancien Hôtel-Dieu était situé au bord de la Seine).

Ce remarquable travail de recherche résulte de l'heureuse symbiose entre la compétence du praticien

et l'objectivité de l'historien. C'est aussi une œuvre d'un didactisme attrayant qui doit permettre à ses lecteurs de découvrir les arcanes d'un univers bien peu connu :
" *L'Assistance publique en 1871.* "

Marcel Cerf,
Vice-président
des Amis de la Commune de Paris.

Les années 1870-1871 furent des années terribles pour la France et particulièrement pour la population parisienne, puisqu'à une désastreuse guerre étrangère succéda, pratiquement sans solution de continuité, une atroce guerre civile qui eut principalement Paris pour théâtre et a laissé des souvenirs épouvantables dans l'histoire nationale.

Après la ruine de l'Empire en effet, bien qu'il y ait eu des mouvements en faveur d'une autonomie municipale dans plusieurs villes de province, Paris se distingua spécialement dans cette volonté de conduire son propre destin. La proclamation de la Commune de Paris, lancée comme un défi au reste de la France et à son gouvernement légal, fut un événement majeur de cette fin du XIXème siècle, dont la portée a de beaucoup dépassé la France, puisque encore aujourd'hui la Commune de 1871 est mieux connue à l'étranger que par bon nombre de Français. Et le bain de sang qui a clos la dernière page de cette Histoire n'a pas peu contribué à en augmenter la portée.

En tout cas, le bouleversement engendré par le passage au pouvoir d'hommes nouveaux même provisoirement - soixante-douze jours au total ! - a concerné la totalité des activités parisiennes. En effet, profitant de ce que les grandes administrations étaient désorientées et de ce que la plupart des responsables politiques s'étaient évanouis, le gouvernement de la Commune préconisa et mit en route des réformes qui n'eurent pas, bien entendu, le temps d'aboutir, mais elles ouvrirent, dans de nombreux domaines, des perspectives qui seront reprises plus tard par les gouvernements républicains : organisation du travail, autogestion, syndicats, nationalisations, éducation, impôts, santé publique. Sur ce dernier point, il était logique que la plus grande administration hospitalière

nationale, l'Assistance publique de Paris, fût impliquée directement dans le processus révolutionnaire. D'autre part, comme elle était partie intégrante de la vie parisienne, elle fut en permanence bousculée par les événements et les affrontements qui ont jalonné ce tumultueux processus.

Pour bien comprendre les situations qui affectèrent pendant trois mois environ le fonctionnement de l'Administration de l'Assistance publique et des nombreux établissements qu'elle contrôlait, il est évidemment indispensable de les replacer dans leur contexte : c'est la raison pour laquelle nous rappellerons en premier lieu et de manière très schématique les événements formidables précédant immédiatement et constituant la courte vie de la Commune de Paris.

SOIXANTE-DOUZE JOURS QUI CHANGÈRENT LA FRANCE

La catastrophique campagne militaire contre la Prusse entamée par Napoléon III en juillet 1870 avait abouti en moins de deux mois à un désastre national et à la chute de l'Empire. La République fut proclamée le 4 septembre 1870, alors que débutait le siège de Paris. Celui-ci dura quatre mois mais le général Trochu, président du gouvernement de la Défense nationale (dit aussi gouvernement de la Défaillance nationale), celui que Victor Hugo a présenté en quelques phrases cinglantes, "*Trochu, participe passé du verbe trop choir, homme de toutes les vertus dont la somme est zéro. Soldat brave, honnête, pieux, nul. Bon canon, mais ayant un peu trop de recul*", incapable de faire face à la situation, avait décidé de terminer cette guerre au plus vite, quel que soit le prix à payer.

Le gouvernement entama donc en janvier 1871 des pourparlers avec l'ennemi. Le peuple de Paris, à l'opposé voulait résister et réclamait la guerre à outrance. Une manifestation populaire, le 22 janvier sur la place de l'Hôtel-de-Ville, en fit la dramatique démonstration, puisqu'elle se termina par un affrontement sanglant entre les tenants de l'armistice et les gardes nationaux qui y étaient opposés.

La guerre se termina donc par un humiliant armistice signé le 26 janvier et dès le lendemain, un bataillon de la garde nationale défilait devant l'Hôtel de Ville aux cris de "*À bas les traîtres*".

L'AVÈNEMENT DE LA COMMUNE

L'armistice apprenait aux Parisiens que leurs quatre mois et douze jours de privations et de souffrances insupportables n'avaient servi à rien. Les nombreux morts qu'ils pleuraient s'étaient sacrifiés en vain. Et en plus, on les humiliait, en permettant aux Prussiens de parader sur les Champs-Élysées.

L'épreuve du Siègue avait toutefois permis à la garde nationale, mobilisée sur les remparts pendant ces quatre mois, de se constituer en armée populaire et de se doter, le 3 mars, d'un Comité central. Celui-ci se chargea de fédérer les bataillons de tous les arrondissements, d'où le terme de "fédérés" par lequel on désigna désormais les gardes nationaux.

Les pourparlers de paix commencèrent immédiatement et les positions se radicalisèrent. La Délégation de Bordeaux dirigée par Gambetta et le gouvernement resté à Paris y perdirent toute autorité. Cet affaiblissement du pouvoir central permit la résurrection du vieux rêve parisien de disposer d'une large liberté de gestion ; ce rêve était servi par la montée en puissance d'un prolétariat ouvrier très revendicateur et organisé par le Comité central. Tout ceci ne pouvait que renforcer l'irritation du gouvernement national et le sentiment antiparisien des provinciaux, majoritaires en France. Pour couronner le tout, l'Assemblée nationale élue le 6 février décida de siéger à Versailles, ce qui était un soufflet de plus pour les habitants de la capitale. Les députés de Paris constatèrent ainsi que la majorité parlementaire était farouchement opposée à la capitale et refusait tout compromis sur les élections municipales réclamées par

les Parisiens, qui seront finalement organisées en mars par la Commune. En revanche, cette politique était soutenue massivement par ceux que de Paris, on appelait avec mépris les Seine-et-Oisillons*. Le gouvernement, quant à lui, cherchait délibérément l'affrontement, afin de dompter définitivement cette turbulente métropole qui se soulevait périodiquement contre le pouvoir central. Les parlementaires parisiens se trouvèrent dans une position intenable et la plupart démissionnèrent : le docteur G. Clémenceau fut du nombre. Tout lien entre la capitale et l'autorité constitutionnelle était rompu et toute possibilité de médiation-conciliation normale se trouvait anéantie.

Les semaines qui suivirent les élections législatives de février ne firent qu'aggraver les antagonismes entre le chef du nouveau Pouvoir exécutif, Adolphe Thiers dit *Faute-de-mieux 1er*, et la population parisienne. Le premier voulait à tout prix parvenir rapidement à un accord de paix avec le chancelier Bismarck qui voulait lui imposer des conditions draconiennes, alors que la seconde ne se résignait toujours pas à la défaite. Des incidents souvent graves se succédèrent sans interruption pendant tout le mois de février et redoublèrent au début du mois de mars. Dès lors, Thiers réfugié à Versailles n'eut de cesse de conclure la paix avec la Prusse, afin de préparer la reprise en mains.

L'affaire des canons de Montmartre, le 18 mars, marqua le début "officiel" de la rébellion du peuple de Paris contre le pouvoir légal : en guise de toile de fond, les plus nostalgiques ne manquèrent pas de rappeler

* Surnom dérisoire donné par les Parisiens aux habitants de la Seine-et-Oise qui soutenaient cette Assemblée nationale très antiparisienne et ses députés progouvernementaux. Ces oisillons furent en fait d'horribles vautours (Lissagaray) !

qu'on était le 28 ventose de l'an 79 de la République* . À la suite de quoi, les responsables parisiens essayèrent de remettre un peu d'ordre dans la capitale. Pour commencer ils procédèrent, le 26 mars, à des élections municipales et, le 28, la Commune de Paris était proclamée. Celle-ci, se qualifiant de "nouveau gouvernement de la République", s'appropriait tous les organismes politiques et administratifs sis à Paris, défiant ouvertement le gouvernement légal et l'Assemblée de Versailles. *Le Père Duchêne*, le fameux quotidien révolutionnaire réapparu de fraîche date, exultait et prônait, en ces termes choisis dont il avait le secret, la poursuite de la marche en avant : "*Allez donc à Versailles, foutre ! Démolissez-moi cette sacrée boutique ! Plantez le drapeau rouge à la porte de cette sacrée assemblée de calotins ! Et le premier qui pointe le nez, foutez-lui un coup de fusil !*"

Mais, au lieu d'agir contre Versailles et de rendre ainsi le processus irréversible, les responsables communeux, comme ils s'appelèrent alors, se répandirent en discours enflammés. De plus, ils prenaient dans la hâte des initiatives généreuses mais souvent maladroitement qui irritaient les hésitants, ne se rendant pas compte qu'ils diminuaient ainsi leurs chances de survie. Victor Hugo eut alors ce jugement très affectueux mais ambigu : "*Les révolutions sont de magnifiques improvisatrices, un peu échevelées quelquefois.*"

Pendant ce temps, Adolphe Thiers rassemblait aux portes de la capitale une armée de reconquête, fébrilement et avec l'aide de la Prusse qui voyait d'un bon œil la France s'affaiblir un peu plus, tandis que Paris se vidait d'une partie importante de ses forces

* La Commune allait d'ailleurs rétablir officiellement et rapidement le calendrier révolutionnaire de 1792.

vives au profit de Versailles, devenu un nouveau Coblenz. On inventa même un terme pour désigner ces migrants, les francs-fileurs. Tout se mettait donc en place pour un dramatique face à face qui ne pouvait se terminer qu'avec la disparition d'un des deux camps.

LA GUERRE ÉTRANGÈRE EST TERMINÉE, LA GUERRE CIVILE LUI SUCCÈDE

La période d'incertitude sur les intentions de Versailles fut brève car, moins de cinq jours après la proclamation de l'indépendance parisienne, les hostilités furent entamées : Thiers donna ordre de réoccuper le Mont-Valérien qui avait été évacué le 18 mars dans un climat de panique générale et les premiers tirs de mousqueterie se firent entendre au sud-ouest de Paris. L'affrontement qui débutait n'allait pas se dérouler comme prévu : alors que les Versaillais s'attendaient à des actions offensives puissantes des Parisiens, ceux-ci tergiversaient croyant naïvement que, comme au 18 mars, la troupe fraterniserait avec le peuple et qu'il suffisait d'attendre pour que le fruit tombât. Double erreur, funeste pour les insurgés.

À la suite des conventions d'armistice, les Prussiens n'encerclaient Paris que par l'est, des bords de la Seine à Saint-Ouen jusqu'aux bords de la Seine à Charenton. Versaillais et Parisiens se trouvaient ainsi face à face de Levallois à Bicêtre par l'ouest et le sud-ouest de Paris. La future ligne de front étant ainsi fixée, l'ennemi jouait le rôle d'arbitre dans ce duel de

vaincus ! Il ne se priva d'ailleurs pas de ricaner devant cet affrontement franco-français.

*Ce n'est pas dans des draps que nous dormons, mais dans des suaires (Pilotell)**

C'est le samedi 1er avril que Thiers, estimant son camp suffisamment préparé, déclencha les hostilités.

Ce jour-là, retentirent du côté de Courbevoie les deux premiers coups de canon de la guerre civile : le général Vinoy testait la défense des fédérés. Dès le lendemain, dimanche des Rameaux, les Parisiens, en bons badauds qu'ils étaient (et ils le sont toujours !) se pressèrent à la porte Maillot pour voir, de loin, ce qui se passait au-delà du pont de Neuilly et ils furent servis. Les communeux - c'est plus tard qu'on les appellera définitivement les communards - poussaient à ce moment une reconnaissance vers Courbevoie et Asnières, cependant que l'armée versaillaise effectuait un coup de main sur Nanterre et Puteaux. Lors de ce premier affrontement, les fédérés s'attendaient à ce que les soldats réguliers levassent la crosse, comme cela avait été le cas quinze jours plus tôt à Montmartre et en divers endroits de Paris. Ils furent surpris et débordés par l'ardeur offensive de leurs adversaires. La garde nationale eut ses premiers blessés et ses premiers morts au rond-point des Bergères à Nanterre, mais crut en revanche avoir tué, chez les assaillants, un officier supérieur qui s'avançait à cheval. Malheureusement, il s'agissait d'un chirurgien militaire, le colonel Jacques-

* Georges Pilotell. Caricaturiste à l'ironie grinçante, plusieurs fois condamné sous l'Empire. Il participa au 18 mars et fut provisoirement un commissaire de police hautain et bravache. Réfugié à Londres, il fut condamné à mort par contumace.

Alphonse Pasquier, arborant un brassard à croix rouge et s'avançant seul pour parlementer ou plus vraisemblablement pour repérer les emplacements possibles pour son ambulance dans les combats qui se préparaient. Un gamin, un rouquin nommé Pessenc, ayant trouvé intéressant de tester sa précision de tir *in vivo*, lui avait logé une balle en plein front ; un lignard d'un tir de chassepot lui fit payer cet exploit séance tenante. Il est inutile de dire que Versailles en tira argument pour stigmatiser le comportement irresponsable des insurgés. À la suite de l'accrochage, les gendarmes chargèrent à la baïonnette, bousculèrent les insurgés qui se replièrent en désordre jusqu'au pont de Neuilly et ceux qui ne le purent furent faits prisonniers et fusillés sur place. Le tristement célèbre général de Gallifet avait commencé son œuvre : " *C'est une guerre sans trêve, ni pitié que je déclare à ces assassins. J'ai dû faire un exemple ce matin.* ", déclara-t-il à l'issue de ce premier massacre. La poursuite s'arrêta au pont de Neuilly sur ordre de Vinoy, mais le ton des batailles à venir était donné.

Le 3 avril, la Commune, stimulée par le revers de la veille, déclencha la grande offensive sur Versailles que beaucoup réclamaient depuis quinze jours. Mais sans préparation adéquate. La manière dont les événements se déroulèrent ce jour-là préfigurait la suite : les troupes de la Commune partirent sans plan de bataille précis et dans le désordre, avec des officiers novices croyant prendre part à une "campagne" facile, alors que les troupes versaillaises aguerries et très encadrées allaient leur donner une réplique pleine de méthode et de détermination.

Trois colonnes se dirigèrent dans l'euphorie vers la ville-siège du gouvernement : la première partant du pont de Neuilly devait prendre vers le sud la route de

Saint-Germain, la seconde se dirigeait vers Meudon à partir de la porte de Versailles et la troisième massée à la porte d'Italie escalada la butte de Chatillon au sud pour se diriger ensuite à l'ouest vers le chef-lieu de la Seine-et-Oise. Une fois la première surprise passée, les Versaillais réagirent violemment. Sur le front ouest, le Mont-Valérien ouvrit le feu de ses canons sur les fédérés qui défilaient sur ses pentes et ceux-ci se débandèrent en criant " *À la trahison* ". Maxime Lisbonne qui allait devenir un des héros de la Commune parvint tout juste à regrouper quelques fuyards et se jeta avec eux dans Asnières. Son ordonnance, le fidèle Ben Ali, un tirailleur algérien qu'on retrouvera sur les barricades, exécuta ce jour-là une spectaculaire fantasia à cheval pour redonner du courage aux fédérés : malgré ses spectaculaires moulinets de sabre et ses décharges de fusil, la plupart des fédérés repassèrent la Seine en catastrophe. Les officiers versaillais firent ce jour-là preuve d'une cruauté envers leurs compatriotes, dont on avait peu d'exemples dans l'histoire de France : de nombreux blessés et prisonniers furent abattus sans pitié sur le champ de bataille. Un des responsables de la garde nationale, Gustave Flourens, par ailleurs physiologiste et homme de science, capturé à Chatou sans armes fut impitoyablement abattu d'un formidable coup de sabre par le capitaine Desmarets lequel, détail dérisoire, finit sa carrière comme juge de paix. Sur le flanc sud, les Versaillais arrêtaient l'avance des fédérés au Petit-Bicêtre (dont le nom actuel est le Petit-Clamart) et firent de nombreux prisonniers. Ici encore il y eut des exécutions sommaires : un autre chef fédéré, Émile Duval, fut fusillé avec son chef d'état-major, sur ordre du général Vinoy. Quant à la colonne du centre, elle ne dépassa pas les bois de Meudon.

Les blessés, ramenés par la garde nationale, furent portés aux ambulances proches des remparts et éventuellement transférés dans les hôpitaux parisiens, témoins de la déroute générale : c'étaient au nord Beaujon et, sur la rive gauche, Necker, les Enfants-malades ou l'hospice des Incurables de la rue de Sèvres rouvert pour l'occasion. Le défilé des omnibus réquisitionnés pour ramener les victimes des combats dans les hôpitaux ou dans l'île de la Cité à la Morgue jeta la population dans la stupéfaction, cette malencontreuse sortie de la garde nationale ne rappelant que trop le terrible désastre de Buzenval lors de la guerre prussienne. L'Assistance publique qui organisait l'essentiel des secours revivait donc à quelques semaines d'intervalle le même cauchemar de blessés arrivant dans le plus grand désordre ; son personnel était divisé sur les responsabilités et accablé car c'étaient des Français qui s'entretuaient. L'atmosphère dans les services devint d'autant plus lourde que les hospitaliers durent bientôt, à maintes reprises et avec plus ou moins de succès, s'opposer aux intrusions des combattants de la Commune venus en cortège accompagner leurs blessés, n'hésitant pas à discuter la qualité des soins et accusant parfois ce personnel d'avoir partie liée avec Versailles.

Objectivement, on ne pouvait retirer de ces trois premières batailles qu'un formidable sentiment d'impuissance. Ceci impressionna si fort les fédérés et leurs officiers que les responsables militaires de la Commune, sous le choc, choisirent la plus mauvaise stratégie qui soit, celle de s'enfermer dans les remparts de la ville. Ils misaient naïvement sur les qualités républicaines de la population et la valeur stratégique des remparts et des barricades pour faire plier les Versaillais. Or en stratégie militaire, comme en boxe,

rien n'est pire que de subir les événements. Une seule opération offensive fut menée par Jaroslaw Dombrowski, le 9 avril, sur le front nord-ouest et avec un certain succès, puisqu'aidé de son frère Ladislas, colonel dans l'armée fédérée, et du commandant Joseph Laurémont, champion de boxe française (la savate), un maître tacticien, il s'empara d'Asnières et s'y maintint une dizaine de jours.

Si le moral des combattants se trouva sérieusement affecté par ces échecs, celui des Parisiens ne le fut que modérément. Ils reprirent bien vite leurs habitudes insouciantes. Ainsi, aux Champs-Élysées, alors qu'on entendait distinctement le canon tonner à l'ouest et qu'on voyait passer les voitures emmenant les blessés à l'ambulance du Palais de l'Industrie (on y reviendra à la fin de l'ouvrage), les spectateurs pouffaient de rire au théâtre Guignol. Ces mêmes Parisiens constatèrent cependant que les estafettes à cheval qui transmettaient les ordres de l'Hôtel de Ville aux quatre coins de la capitale galopèrent plus vite et qu'à leurs chemises rouges, ces "hussards de la mort", bottes retroussées, revolver à la ceinture, sabre au côté, avaient ajouté un crêpe à leur manche et quelques plumes à leur chapeau, ce qui leur donnait de vrais airs de Méphistophélès et faisait beaucoup rire les titis.

Pendant que le camp versaillais se renforçait progressivement, l'indiscipline des gardes nationaux, la valse des chefs militaires et les querelles entre responsables politiques affaiblissaient inéluctablement le camp parisien. Durant les semaines qui suivirent, la pression des Versaillais sur la capitale s'accrut : il y eut des duels d'artillerie meurtriers dans le secteur des forts de Vanves et d'Issy et de sanglantes escarmouches se déroulant de plus en plus près des remparts. Ainsi, chaque jour amenait son lot de morts et de blessés, de

jeunesses fauchées et d'illusions perdues, mais le *statu quo* politique demeurerait.

Le ciel est plein de sang, on brûle de l'Histoire (Vermersch)*

C'est le dimanche 21 mai (le 2 prairial de l'an 79, pour l'Histoire) à 15h, que les fameux pantalons garance entrèrent dans Paris par la porte de Saint-Cloud qui n'était même pas défendue. Ils se déployèrent immédiatement sur les terrains du Point-du-Jour et à Auteuil, aussi l'hospice Sainte-Périne fut-il le premier établissement de l'Assistance publique à les voir apparaître, puis déferler vers les quartiers du centre. La bataille se déroulerait désormais *intra muros*. C'était le début de la tristement célèbre semaine sanglante et très vite, tous les Parisiens prirent enfin conscience de l'ampleur du drame. En effet méthodiquement, sans hâte et avec une grande sauvagerie, l'armée reprit les arrondissements de Paris les uns après les autres, n'épargnant ni la vie des combattants, ni celle des simples sympathisants du camp opposé, aux applaudissements de ceux qui avaient craint pour leur situation et leurs biens pendant plus de soixante jours.

Distribués sur tout le territoire de la capitale, les établissements de l'Assistance publique se retrouvèrent, dès le lendemain et les uns après les autres, sous les tirs des belligérants et le personnel dut travailler dans des conditions dramatiques. D'autant plus dramatiques que, dans leur retraite désespérée, les fédérés mirent le feu à des quartiers entiers, faisant ainsi disparaître du

* Eugène Vermersch, poète et journaliste, un des fondateurs du *Père Duchêne* ; il se réfugia à Londres et fut condamné à mort par contumace.

paysage parisien des monuments inestimables et prêtant objectivement la main au baron Haussmann pour effacer les traces du Paris ancien. Parce que les Parisiens se retrouvaient sous les balles et les obus, les hôpitaux et les ambulances furent submergés par une marée montante de blessés et de mourants.

Pendant cette funeste semaine, les établissements passèrent chacun à leur tour sous contrôle versaillais : cela commença par Beaujon, les Enfants-Malades et Necker le 22 mai. Le mercredi 24, c'était le cas de Lariboisière et de Saint-Lazare au nord, de la Charité, des Enfants-Assistés et de Cochin au sud. Le 25, alors que l'Hôtel de Ville et le chef-lieu de l'Administration sis avenue Victoria juste en face, étaient la proie des flammes, l'Hôtel-Dieu à son tour se retrouvait au cœur de la mêlée et menacé d'incendie. Au même moment, on s'entretuait rive gauche autour de la Salpêtrière et de la Pitié ; le lendemain Saint-Antoine changeait de maîtres. Enfin le 28 mai (le 9 prairial de l'an 79), dimanche de la Pentecôte, les combats se terminaient dans un dernier bain de sang, derrière l'hôpital Saint-Louis.

Le calme mit beaucoup de temps à revenir, au milieu d'un Paris ruiné, livré totalement aux militaires. Pour les hôpitaux plus ou moins désorganisés, il fallut à ce moment se défendre des arrogants officiers versaillais qui, encouragés par leurs chefs, eux-mêmes poussés par Adolphe Thiers, prétendaient emmener les blessés fédérés gisant dans les lits. On ne pouvait certes pas empêcher les commissaires de police de prendre les noms des hospitalisés, des indications sur leur provenance et leurs éventuels antécédents judiciaires, on essaya seulement de modérer leur zèle, mais on s'opposa aux transferts, comme on le put. Parmi les blessés qui se savaient promis aux conseils de guerre,

les plus ingambes préférèrent d'ailleurs s'esquiver sans demander la prolongation de leur convalescence. En effet, une répression épouvantable s'abattait sur Paris, facilitée par les procédures d'exception prises par le ministre de la Justice, Armand Dufaure : ce n'est pas un hasard s'il avait été ministre de l'Intérieur au lendemain des événements de 1848 ! Un haut responsable militaire a livré sentencieusement les deux exemples historiques dont s'inspirait Versailles pour justifier cette répression. Amilcar le chef carthaginois, vainqueur de Spendius et de Mathô à Drepanum au cours de la première guerre punique, qui fit en effet écraser les mercenaires romains par ses éléphants et le consul romain Crassus, ayant défait Spartacus lors de la révolte des gladiateurs, qui fit dresser pour les esclaves six mille croix le long de la route de Rome à Capoue* !

Pendant que Paris enterrait ses morts, comptait ses monuments détruits et programmait la reconstruction d'un certain nombre d'entre eux, l'Assistance put dresser le bilan de ces journées tragiques, recenser les blessés et inventorier les dégâts. On dut remettre de l'ordre dans les services et les établissements, puis on reconnut et on honora les dévouements parmi les personnels. L'Administration put, dès le mois de juillet, retrouver une certaine sérénité et commença à panser ses plaies. On disposa pour cela de crédits et, paradoxalement, une période faste s'ouvrit pour l'Assistance publique : on reprit la campagne de construction et quelques années plus tard, on inaugurerait le nouvel Hôtel-Dieu puis l'hôpital de Ménilmontant (l'actuel Tenon).

Cependant le souvenir de ces journées terribles n'était pas près de s'effacer de la mémoire des

* Voir : Un officier supérieur de l'armée de Versailles. Guerre des communaux de Paris. Firmin Didot. Paris, 1871.

hospitaliers, pas plus que de celle des Parisiens, comme l'a longtemps chanté Jean-Baptiste Clément, le barde populaire :

" C'est de ce temps-là que je garde au cœur une plaie ouverte... "

Pendant "ce temps-là", Thiers-Foutriquet se félicitait : *" Le socialisme est fini pour longtemps."* Prévission bien audacieuse, puisque l'idée ferait une rentrée tonitruante en politique, moins de dix ans plus tard, et que les perspectives socialistes avancées par la Commune révolutionnaire seraient reprises les unes après les autres par les représentations nationales successives.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE ET LA COMMUNE DE PARIS

L'Assistance publique, on vient de l'entrevoir, fut affectée dans chacun de ses services, au cours de ces événements. De par la nature de ses missions, elle fut en effet particulièrement sollicitée, alors même que le processus révolutionnaire et ses répercussions venaient gravement perturber son fonctionnement.

Le désordre concerna en premier lieu son organisation générale, parce qu'une importante réforme lui avait été appliquée dès le début du siège de Paris, avec nomination d'un nouveau Directeur chargé de la mettre en œuvre. Celui-ci fut, à son tour, remplacé par les autorités de la Commune et le dernier venu étant peu au courant de cette Administration, les directeurs d'hôpitaux durent beaucoup improviser, en particulier au plan financier : leurs caisses se retrouvèrent rapidement vides. Ils eurent ainsi à faire face à de délicats problèmes de gestion et ces difficultés concernèrent l'administration quotidienne de chaque établissement. La gestion fut encore compliquée par l'attitude de beaucoup de responsables de la Commune, pour lesquels le personnel hospitalier était assez suspect. Ils voulurent en conséquence s'immiscer dans la conduite des hôpitaux et hospices au moment où les combats remplissaient de blessés et de mourants les brancards des ambulances et les lits des hôpitaux (et leurs amphithéâtres !), bien au-delà des possibilités.

De plus, la plupart de ces institutions eurent à souffrir directement de la bataille, surtout des bombardements par l'artillerie, celle de l'armée aussi bien que celle des fédérés. Il y eut de ce fait des dégâts matériels importants et des accidents de personne, car le personnel devait continuer son service dans des conditions très dangereuses. À cela s'ajouta un profond malaise pour tous ces agents restés en poste, car l'administration de Versailles les regardait d'un œil soupçonneux, quand elle ne les menaçait pas ! Le préfet de police Valentin, ex-général de gendarmerie, tenant à mettre tout le monde à l'aise, ne se cachait pas pour proclamer : "*Le seul fait d'être resté à Paris sous la Commune est un crime. Tout le monde y est coupable et, si cela dépendait de moi, tout le monde serait châtié.*"

L'Assistance publique à Paris, une très grande Administration

L'Assistance publique avait été créée par la loi organique du 10 janvier 1949, complétée par un décret du 24 avril suivant. Elle succédait au Conseil général des hôpitaux et hospices de la Seine qui avait remarquablement orienté, sous la houlette de Nicolas Frochot, préfet de la Seine, la politique hospitalière parisienne à partir du regroupement de tous les établissements de soins opéré par le Consulat en 1801.

Le Directeur de l'Administration (que l'on qualifiera bientôt de Directeur général pour le distinguer des directeurs d'établissements*) était

* Dans les textes à venir et de façon à différencier les deux fonctions, on écrira Directeur (majuscule) pour désigner le Directeur général et directeur (minuscule) pour désigner un chef d'établissement.

nommé en Conseil des ministres, autant dire qu'il était étroitement lié à la puissance politique. Il dépendait administrativement du préfet de la Seine mais, en fait, était seul maître de ses décisions, même si, pour des raisons tactiques, il devait tenir compte du Conseil municipal de Paris, puisque celui-ci participait au financement des dépenses. Certes il était assisté d'un Conseil de surveillance, mais ce dernier n'avait, en dehors du contrôle de gestion, qu'un rôle consultatif sur les sujets que le Directeur voulait bien lui soumettre : il émettait des souhaits et avançait des recommandations dans la mesure... où le Directeur était disposé à les écouter. L'autorité de ce dernier s'exerçait de fait dans de multiples domaines, allant de la nomination des personnels, de la gestion et du contrôle des établissements existants, de la préparation des budgets et de l'ordonnancement des dépenses, à l'acceptation des legs, à la tutelle des enfants trouvés et des orphelins ou à la construction de nouveaux bâtiments. De plus, son administration était chargée de la gestion des maisons de secours ou bureaux de bienfaisance quadrillant les arrondissements parisiens, lointain héritage du Grand bureau des pauvres créé par François Ier et rattaché ensuite à l'Hôpital-général. La fonction de ces bureaux était de distribuer des secours et les soins infirmiers et médicaux à la population pauvre, dans les différents quartiers.

Si nombreux étaient les établissements dépendant de l'Assistance publique que nous ne citons que les principaux. Il y avait d'abord les hôpitaux généralistes, l'*Hôtel-Dieu*, la *Charité*, *Cochin*, *Necker*, *Beaujon*, *La Pitié*, *Lariboisière*, la *Maison de santé*, *Saint-Antoine*, les *Cliniques*, *Andral*, ensuite les hôpitaux spécialisés, les *Enfants-Malades*, les *Enfants-Assistés*, *Sainte-Eugénie*, l'*Hôpital Maritime* de Berck,